

## **18<sup>ème</sup> Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques**

### **Discours du Ministre de l'Environnement d'Haïti, le Dr Jean Vilmond Hilaire**

Son Altesse Emir du Qatar

Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies

Mesdames Messieurs les chefs de délégation des différentes parties à la Convention

Madame la Secrétaire exécutive de la Convention

Messieurs mesdames les représentants des Organisations Non Gouvernementales

Distingués délégués

Je voudrais, au nom du Gouvernement et du peuple haïtiens, commencer mon allocution en remerciant le Gouvernement et le peuple du Qatar pour le chaleureux accueil qu'ils ont réservé à la délégation d'Haïti et pour l'excellente organisation de cette conférence.

Monsieur le Président, chers collègues ministres d'environnement, citoyens de la terre

- Plus de 6000 morts directes,
- Plus de 1 million de sinistrés,
- Plus de 250.000 maisons détruites,
- 1.547.000.000 USD de pertes directes,

Ces chiffres que je viens de vous citer représentent, une cumulation partielle des bilans des différents cyclones ayant frappés mon pays ces 20 dernières années, sans compter les pertes indirectes liées aux épidémies qui suivent ces intempéries et la recapitalisation des communautés paysannes au détriment des ressources forestières. Au cours du mois d'octobre écoulé, le passage du cyclone Sandy a causé en moins de 2 jours des pertes de l'ordre de 105 millions de dollars américains. Il ne s'agit pas de la plus forte économie de l'Amérique et d'une des plus importante du monde. Il s'agit d'Haïti, un des plus petits territoires de la Caribe Insulaire, possédant l'une des plus faibles économie, dans lequel le petit agriculteur vivant dans la pauvreté extrême représente près de la moitié de la population est obligé de consommer ses semences à causes de la pluie qui n'arrive et quand elle fini par arriver, il se retrouve avec sa maison inondée.

En effet, depuis quelques années, nous assistons avec impuissance comment notre pays est victime d'événements climatiques qui annulent nos efforts de développement. A titre d'exemple, l'Esperance de croissance pour l'année 2012 était de l'ordre de 7% au début de l'année, les intempéries d'octobre dernier additionnées aux mois de sécheresse nous font croire que notre croissance sera de moins de 2%.

Les désastres naturels à répétition causent des pertes et des préjudices dont les effets sont incalculables. Ils constituent un véritable frein aux efforts de développement que des états comme le notre sont en train de déployer. Nos gouvernements doivent, chaque année consacrer leurs maigres ressources qui devaient aller à des secteurs sociaux comme l'éducation, la santé, le logement, l'eau



potable, etc. à panser les plaies causées par ces désastres qui ne sont autres que des conséquences directes du dérèglement climatique. Nous n'avions pas attendu le Cyclone Sandy pour en sentir les pincements. Nous le vivons chaque jour à travers notre incapacité à faire face aux problèmes sociaux et économiques de nos populations tels l'insécurité alimentaire et la manque d'accès au service de base. Nous vivons aussi à travers notre impatience de voir les promesses et engagements des pays amis se concrétisés, et quand ils se concrétisent les coûts d'opérationnalisation sont si élevés que la partie qui arrive véritablement dans nos communautés n'est que des miettes.

Si les effets des changements climatiques sont globaux, les impacts diffèrent d'un pays à un autre. Les pays ne peuvent pas changer de position géographique. Le bien-être humain comme la pauvreté se partage tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre car nous ne sommes qu'un seul peuple sur une seule terre. Il nous faut donc rompre avec ce cercle vicieux qui nous entraîne dans une spirale incontrôlable de catastrophes naturelles les unes plus éprouvantes que les autres qui entravent le seul modèle de développement économique nécessaire : Celui qui n'est pas régional, mais planétaire, celui qui tient compte des besoins essentiels des peuples, dans le respect de la diversité culturelles et génétiques, celui permet d'arriver à un cadre de protection des vies et des biens des plus vulnérables. Celui qui ne favorise pas l'opulence d'un petit groupe dans le mépris des autres.

La volonté politique de changer l'avenir de mon peuple existe au plus haut niveau de la hiérarchie gouvernemental en Haïti. Pour la première fois l'environnement est un secteur prioritaire déclaré dans la politique gouvernementale. Les actions dans ce secteur sont supportées à plus de 95% par les maigres ressources nationales, et les 5% restant sont essentielles constitués par des études en cours financées par des fonds multilatéraux. Le petit agriculteur ne pourra hélas pas attendre les études, les négociations, les mécanismes complexes de décaissement.

Il fallait agir hier, aujourd'hui il est tard. Et on voit les tendances à atteindre des résultats au bénéfice de la planète plutôt flous car on vaudrait oublier le principe de responsabilités communes mais différenciées.

Il nous faut à la fois prendre des mesures d'adaptation et d'atténuation.

Il faut réduire les émissions en même temps qu'il faut appuyer les efforts d'adaptation des pays en développement en vue de leur permettre de faire face aux effets des Changements Climatiques. La convention met à notre disposition un ensemble de mécanismes qui peuvent nous permettre d'intervenir efficacement en vue d'atteindre ces objectifs. Il nous suffit d'avoir le courage et la volonté de les utiliser. En ce sens, Haïti croit qu'il est crucial d'arriver à une deuxième période d'engagement dans le cadre du Protocole de Kyoto qui indique clairement les cibles de réduction. Nous encourageons vivement tous les pays Parties ou non de la convention à œuvrer vers la réalisation de cette idée.

Parallèlement, les efforts d'adaptation des pays en développement en vue de faire face aux effets des changements climatiques doivent être soutenus plus efficacement. Il faut donc octroyer davantage de ressources aux activités d'adaptation et de relèvement immédiat pour faire face aux phénomènes extrêmes. A cet effet, Haïti invite les pays **parties à considérer la possibilité de mettre en place, sous l'égide des Nations Unies, un mécanisme spécial qui permettrait aux pays de mobiliser et d'accéder rapidement à des ressources additionnelles chaque fois que surviennent ces événements climatiques majeurs.**

Monsieur le Président, Distingués délégués, Mesdames et Messieurs

A coté de nos inquiétudes par rapport à l'ampleur et à la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes, Haïti caresse l'espoir que de ces assises vont sortir des décisions importantes qui permettront de nous engager résolument et irréversiblement dans la lutte contre les Changements Climatiques pour les prochaines années. Un accord qui définit les voies et moyens qui nous permettront d'arriver à cet objectif commun est plus que nécessaire aux effets positifs du développement que nous recherchons pour nos peuples. Le défi posé par les changements climatiques exige des efforts importants de la part de tous et de chacun.

Aucun peuple ne saurait s'abstenir de souscrire à une démarche qui vise à produire l'équité et l'harmonie entre les nations s'il se veut être à la hauteur de la morale humaine.

Merci